IMT Nuremberg Archives

H – 3535

International Court of Justice

OFFICE OF U.S. CHIEF OF COUNSEL FOR WAR CRIMES

EVIDENCE DIVISION

Date : 2 August 1948

I certify that Document Number TC-14 was introduced into evidence as Exhibit Number GB-14 in the Trial by the International Tribunal of Hermann GOERING, et al, which commenced on 20 November 1945, and that the attached photostat is a true and correct copy of the original.

Fred Niebergall

Fred NIEBERGALL
Chief, Document
Control Branch.

H3535 - 0002

H3535 – 0003

C E R T I F I C A T E

I hereby certify that the annexed document TC-14 No. GB-14 is a photostat of an original document submitted in evidence by the British Prosecution under this number. The original document has been withdrawn in accordance with Rule 10 of the International Military Tribunal, and to the best of my knowledge and belief is to be held at the National Archives, Washington D.C.

Paul Joosten

PAUL A. JOOSTEN

General Secretary
International Military Tribunal

Nuremberg, 28. July 1948

H3535 – 0004

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON

ALL TO WHOM THESE PRESENTS SHALL COME, GREETING:

I certify that the document hereunto annexed is a photostatic copy of the official French text, and English translation, of the arbitration treaty between Germany and Czechoslovakia done at Locarno October 25, as printed in the League of Nations Treaty volume LIV, pages 342-351.

I further certify that, according to the official files of the Department of State, instruments of ratification of the treaty were deposited at Geneva September 19, on which date the treaty entered into force in accordance with the provisions of article 22 thereof.

IN TESTIMONY WHEREOF, I have hereunto set my hand and caused the Seal of the Department of State to be affixed at the City of Washington, in the District of Columbia, this thirty-first day of August, 1945.

James F. Byrnes

Secretary of State
of the United States of America.

037075

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
GB Exhibit 14
Filed 5 Dec 46

H3535 – 0005

TC 14

N° 1296. — TRAITÉ D'ARBITRAGE [1] ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, FAIT A LOCARNO, LE 16 OCTOBRE 1925.

Texte officiel français. Ce traité a été enregistré par le Secrétariat, conformément à son article 22, le 14 septembre 1926, jour de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT DE L'EMPIRE ALLEMAND et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,

Egalement résolus à maintenir la paix entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie en assurant le règlement pacifique des différends qui viendraient à surgir entre les deux pays ;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux ;

D'accord pour reconnaître que les droits d'un Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement ;

Et considérant que la sincère observation des procédés de règlement pacifique des différends internationaux permet de résoudre sans recourir à la force les questions qui viendraient à diviser les Etats,

Ont décidé de réaliser dans un traité leurs intentions communes à cet égard et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE L'EMPIRE ALLEMAND :

Le Dr Gustav STRESEMANN, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le Dr Edouard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE.

Article premier.

Toutes contestations entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, de quelque nature qu'elles soient, au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires seront soumises pour jugement soit à un tribunal arbitral soit à la Cour permanente de Justice internationale [2], ainsi qu'il est prévu ci-

[1] Les ratifications ont été déposées à Genève, le 14 septembre 1926.

[2] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; et vol. L, page 159, de ce recueil.

037076

H3535 – 0006

Il est entendu que les contestations ci-dessus visées comprennent notamment celles que mentionne l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

Cette disposition ne s'applique pas aux contestations nées de faits qui sont antérieurs au présent traité et qui appartiennent au passé.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite *Commission permanente de conciliation*, constituée conformément au présent traité.

Article 3.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celles-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée rendu, dans les délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 4.

La commission permanente de conciliation prévue à l'article 2 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans, leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement ; et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 5.

La commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Confédération suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 6.

La commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

037077

H3535 – 0007

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 7.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 8.

La commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 9.

A moins de stipulation spéciale contraire, la commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention[1] de La Haye du 18 Octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 10.

La commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 11.

Les travaux de la commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 12.

Les Parties seront représentées auprès de la commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission; elles pourront, en

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

037078

H3535 – 0008

tre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 13.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 14.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 15.

Pendant la durée des travaux de la commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

Article 16.

En défaut de conciliation devant la commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise par voie de compromis soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Partie II.

Article 17.

Toutes questions sur lesquelles le Gouvernement allemand et le Gouvernement tchécoslovaque seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article premier du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties, seront soumises à la commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les articles 6 à 15 du présent traité sera appliquée.

037079

H3535 – 0009

Article 18.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission permanente de conciliation les deux Parties ne se sont pas entendues, la question sera, à la requête de l'une ou de l'autre Partie, portée devant le Conseil de la Société des Nations, qui statuera conformément à l'article 15 du Pacte de la Société.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 19.

Dans tous les cas et notamment si la question, au sujet de laquelle les Parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait pas saisie, le tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son statut, indiqueront, dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra au Conseil de la Société des Nations, s'il est saisi de la question, de pourvoir de même à des mesures provisoires appropriées. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la commission de conciliation ou par le Conseil de la Société des Nations, et, en général, à ne procéder à aucun acte de quelque nature qu'il soit susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 20.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes, encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 21.

Le présent traité conforme au Pacte de la Société des Nations ne portera aucune atteinte aux droits et obligations des Hautes Parties contractantes en tant que membres de la Société des Nations et ne sera pas interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 22.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront déposées à Genève à la Société des Nations en même temps que les ratifications du traité conclu en date de ce jour entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Il entrera et demeurera en vigueur dans les mêmes conditions que ledit traité.

Le présent traité, fait en un seul exemplaire, sera déposé aux archives de la Société des Nations, dont le Secrétaire général sera prié de remettre à chacune des Hautes Parties contractantes des copies certifiées conformes.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Locarno, le seize octobre mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) *(Signé)* Gustav STRESEMANN.

(L. S.) *(Signé)* Dr Edvard BENEŠ.

037030

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1296. — ARBITRATION TREATY [2] BETWEEN GERMANY AND CZECHOSLOVAKIA, DONE AT LOCARNO, OCTOBER 16, 1925.

Official text in French. This Treaty was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 22, on September 14, 1926, the date of its entry into force.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN EMPIRE and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC;

Equally resolved to maintain peace between Germany and Czechoslovakia by assuring the peaceful settlement of differences which might arise between the two countries;

Declaring that respect for the rights established by treaty or resulting from the law of nations is obligatory for international tribunals;

Agreeing to recognise that the rights of a State cannot be modified save with its consent;

And considering that sincere observance of the methods of peaceful settlement of international disputes permits of resolving, without recourse to force, questions which may become the cause of division between States;

Have decided to embody in a treaty their common intentions in this respect, and have named as their Plenipotentiaries the following:

THE PRESIDENT OF THE GERMAN EMPIRE:

Dr. Gustav STRESEMANN, Minister for Foreign Affairs;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC:

Dr. Edouard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, are agreed upon the following Articles:

PART I.

Article 1.

All disputes of every kind between Germany and Czechoslovakia with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not be possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice [3], as laid down hereafter. It is

[1] Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. [1] Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

[2] The ratifications were deposited at Geneva, September 14, 1926.

[3] Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; and Vol. L, page 159, of this Series.

H3535 - 0010

037031

agreed that the disputes referred to above include, in particular, those mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations.

This provision does not apply to disputes arising out of events prior to the present Treaty and belonging to the past.

Disputes, for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties, shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 2.

Before any resort is made to arbitral procedure or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission, styled the *Permanent Conciliation Commission*, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 3.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 4.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in Article 2 shall be composed of five members, who shall be appointed as follows, that is to say: the High Contracting Parties shall each nominate a commissioner chosen from among their respective nationals, and shall appoint, by common agreement, the three other commissioners from among the nationals of third Powers; those three commissioners must be of different nationalities, and the High Contracting Parties shall appoint the president of the commission from among them.

The commissioners are appointed for three years, and their mandate is renewable. Their appointment shall continue until their replacement, and in any case until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within three months from the entry into force of the present Treaty.

If the nomination of the commissioners to be appointed by common agreement should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the president by the two Parties acting in agreement, or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

H3535 – 0011

037032

H3535 – 0012

The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 7

Within fifteen days from the date when one of the High Contracting Parties shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party : the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 8.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its labours the commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The labours of the commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the commission shall have been notified of the dispute.

Article 9.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of The Hague Convention[1] of the 18th October, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 10.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary at a place selected by its president.

Article 11.

The labours of the Permanent Conciliation Commission are not public except when a decision to that effect has been taken by the commission with the consent of the Parties.

Article 12.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the commission ; they may more-

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

037633

H3535 – 0013

over be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 13.

Unless otherwise provided in the present Treaty the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority.

Article 14.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the labours of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 15.

During the labours of the Permanent Conciliation Commission each commissioner shall receive salary, the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share.

Article 16.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission the dispute shall be submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down by its statute or to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down by The Hague Convention of the 18th October, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the Parties cannot agree on the terms of the special agreement after a month's notice one or other of them may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

PART II.

Article 17.

All questions on which the German and Czechoslovak Governments shall differ without being able to reach an amicable solution by means of the normal methods of diplomacy the settlement of which cannot be attained by means of a judicial decision as provided in Article 1 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been laid down by other conventions in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution and in any case to present a report.

The procedure laid down in Articles 6-15 of the present Treaty shall be applicable.

037054

H3535 – 0014

Article 18.

If the two Parties have not reached an agreement within a month from the termination of the labours of the Permanent Conciliation Commission the question shall, at the request of either Party, be brought before the Council of the League of Nations, which shall deal with it in accordance with Article 15 of the Covenant of the League.

GENERAL PROVISIONS.

Article 19.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Conciliation Commission or, if the latter has not been notified thereof, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its statute, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. It shall similarly be the duty of the Council of the League of Nations, if the question is brought before it, to ensure that suitable provisional measures are taken. The High Contracting Parties undertake respectiv ly to accept such measures, to abstain from all measures likely to have a repercussion prejudicial to the execution of the decision or to the arrangements proposed by the Conciliation Commission or by the Council of the League of Nations, and in general to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 20.

The present Treaty continues applicable as between the High Contracting Parties even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 21.

The present Treaty, which is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shal not in any way affect the rights and obligations of the High Contracting Parties as Members of the League of Nations and shall not be interpreted as restricting the duty of the League to take whatever action may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world.

Article 22.

The present Treaty shall be ratified. Ratifications shall be deposited at Geneva with the League of Nations at the same time as the ratifications of the Treaty concluded this day between Germany, Belgium, France, Great Britain and Italy.

It shall enter into and remain in force under the same conditions as the said Treaty.

The present Treaty, done in a single copy, shall be deposited in the archives of the League of Nations, the Secretary-General of which shall be requested to transmit certified copies to each of the High Contracting Parties.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Locarno, the sixteenth October, nineteen hundred and twenty-five.

(L. S.) *(Signed)* Gustav STRESEMANN.

(L. S.) *(Signed)* Dr. Eduard BENEŠ.

037035

H3535-0014A

TC-14

GB 14
H-3535

TC 14

G. B. EXHIBIT

TC 14

G. B. EXHIBIT 14

14
Filed Dec. 5, 1945
[illegible]
[illegible]

037074

GB 14

H3535 - 0015

H3535-0016

11 pages